

# Les ondes des mobiles 3G seraient dangereuses...

Les éventuelles conséquences sur la santé des mobiles GSM et des antennes relais ont beaucoup fait parler sans que personne puisse affirmer qu'il existe ou non un réel danger. Or, le GSM c'est du passé. Car la téléphonie 3G -ou UMTS- arrive à grands pas. Du coup, les experts s'intéressent désormais à cette norme. Et la première étude sur les conséquences sanitaires de la 3G s'avère plutôt...alarmante.

Selon une étude menée par l'institut de recherche TNO sous la direction de trois ministères néerlandais, les signaux radio utilisés pour les services de téléphonie mobile troisième génération (3G) peuvent provoquer des maux de tête et des nausées. Cette étude, la toute première du genre dans le monde, a comparé l'impact des ondes radio émises par les stations de base des réseaux GSM classiques avec celui des ondes issues des stations 3G, qui permettront l'échange de données à grande vitesse avec les téléphones portables et le développement de nouveaux services comme la visiophonie. *« Lorsque le groupe test était exposé aux stations de base de troisième génération, l'impact était significatif: ils ont ressenti des picotements et ont souffert de maux de tête et de nausées »*, indique un porte-parole du ministère de l'Economie. **Des premières conclusions à confirmer** Les cobayes ont été soumis en laboratoire à des niveaux moyens de radiations similaires à ceux qu'émettront les stations de base lorsque les services 3G seront opérationnels. Les tests ont été conduits à l'aveugle, ce qui signifie qu'aucun des sujets soumis à l'expérience ne savait quand une station de base émettait ou non un signal. Les ministères néerlandais de l'Economie, de la Santé et des Télécommunications ont déclaré que des études complémentaires étaient nécessaires pour confirmer ces premières conclusions. Ils ont ajouté qu'il fallait également se préoccuper des effets à long terme des rayonnements et de leurs causes biologiques. Ces ministères ont également annoncé leur intention de discuter de ce rapport avec la Commission européenne.